

*Questions orales*ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR LA FONCTION DE LA
MINISTRE D'ÉTAT (JEUNESSE)

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, dans ce cas, s'il n'y a aucune «programmation» chez la ministre d'État (Jeunesse); j'aimerais demander au premier ministre quelle est la fonction maintenant de la ministre d'État (Jeunesse).

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, oui mais attendez, on ne perd rien pour attendre. Le fait est que notre obligation primordiale, ce n'est pas d'ériger une nouvelle bureaucratie, notre première obligation envers la jeunesse c'est de procéder à la création d'emplois durables, et c'est précisément ce que nous avons fait. Mais soyez sans crainte en ce qui concerne la jeunesse, ce sera relié en temps opportun non seulement à d'autres programmes, mais à des initiatives très importantes qui vont créer davantage d'emplois pour nos jeunes.

* * *

[Traduction]

LES ARMES NUCLÉAIRES

L'ESSAI DU MISSILE DE CROISIÈRE—LA DÉCLARATION
ATTRIBUÉE À L'AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. La semaine dernière, l'ambassadeur des États-Unis, M. Niles, a fait la déclaration suivante au sujet du missile de croisière:

Les essais n'ont mis personne en danger. Comme il arrive que les missiles aient des pannes, il faut donc les tester.

Le ministre accepte-t-il qu'un responsable américain annonce la reprise des essais au-dessus du territoire canadien avant même qu'un rapport ait été rédigé sur l'échec du dernier essai?

L'hon. Harvie Andre (ministre associé de la Défense nationale): Monsieur le Président, je n'ai pas lu toute la dépêche. J'ignore ce que M. Niles a dit.

Comme je l'ai dit en répondant au chef du député, les explications fournies au gouvernement du Canada doivent être satisfaisantes après quoi les modalités de l'entente conclue par le gouvernement précédent seront respectées.

ON DEMANDE QUE LES ÉTATS-UNIS PROCÈDENT À L'ESSAI DU
MISSILE AU-DESSUS DE LEUR TERRITOIRE

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur le Président, étant donné que les causes du deuxième échec semblent d'ordre mécanique, oui essentiellement mécanique, est-ce que le ministre associé de la Défense invitera les Américains à revoir toute la conception de leur appareil et à procéder à des essais approfondis au-dessus de leur territoire jusqu'à ce que ces ennuis mécaniques soient réglés?

L'hon. Harvie Andre (ministre associé de la Défense nationale): Monsieur le Président, le député semble disposer de

renseignements que ni moi-même ni le ministère de la Défense nationale ne connaissons . . .

Une voix: Ce ne serait pas la première fois.

M. Deans: Il n'y a rien d'étonnant.

M. Andre: . . . car il semble connaître les causes de l'écrasement du missile.

M. Broadbent: Nous supposons que la Providence n'y est pour rien.

Des voix: Oh, oh!

M. Andre: Le couloir des essais avait été soigneusement choisi. On avait pris toutes sortes de mesures pour veiller à ce que ni les Canadiens ni leurs biens ne soient en danger. Ces précautions restent toujours en vigueur. Je me demande pourquoi le député cherche à faire peur aux Canadiens à ce sujet.

* * *

[Français]

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

ON DEMANDE SI LE MINISTRE DE LA CONSOMMATION ET DES
CORPORATIONS EST RESPONSABLE DE LA SCP

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa-Vanier): Monsieur le Président, concernant la Société canadienne des postes, l'Union des facteurs du Canada sera jeudi en position de grève légale. Le ministre du Travail a refusé de nommer un médiateur; le ministre des Pêches et des Océans, lui, a dit, dans l'Ouest en fin de semaine, que ce serait aux risques et périls des facteurs de faire la grève parce que la privatisation les guette. Je demande au ministre de la Consommation et des Corporations: Est-il encore responsable de la Société canadienne des postes?

[Traduction]

L'hon. Bill McKnight (ministre du Travail): Monsieur le Président, le député n'est pas à jour. Un médiateur a été nommé, en la personne de Bill Kelly, afin de venir en aide aux deux parties. L'affectation de M. Kelly s'est faite à la demande conjointe de Postes Canada et de l'Union des facteurs.

[Français]

LES FACTEURS—LES PRÉSUMÉES MENACES DE
PRIVATISATION—LA POSITION DU MINISTRE

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa-Vanier): Monsieur le Président, est-ce que le ministre des Pêches et Océans, en fin de semaine, menaçait les facteurs de privatisation? Parlait-il au nom du gouvernement?

[Traduction]

L'hon. Bill McKnight (ministre du Travail): Monsieur le Président, j'ai appris depuis longtemps à ne pas commenter les rumeurs qui circulent dans les journaux, car la presse se trompe neuf fois sur dix.